

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 552 (98 — 95)

[C — 98/27119]

27. NOVEMBER 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Liste der Betriebe, die durch den Titel 1 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich der Lagerplätze, Sortier- und/oder Rückgewinnungsanlagen für Altmetalle und/oder ausgediente Fahrzeuge eingestuft werden. — Erratum

In Artikel 1, S. 967, des oben erwähnten, am 15. Januar 1998 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Erlasses, ist die Rubriknummer 390bis bezüglich der ausgedienten Fahrzeuge durch die Nummer 390ter zu ersetzen.

VERTALING

N. 98 — 552 (98 — 95)

[C — 98/27119]

27 NOVEMBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de lijst van de inrichtingen die ingedeeld zijn bij titel 1 van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, wat betreft de opslagplaatsen, sorteeren/of terugwinningscentra voor oude metalen en/of afgedankte voertuigen. — Erratum

In artikel 1 van bovenvermeld besluit, bekendgemaakt op blz. 969 van het *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1998, wordt het nummer 390bis van de rubriek betreffende de afgedankte voertuigen vervangen door het nummer 390ter.

MINISTÈRE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 98 — 553

[C — 98/27122]

22 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la procédure à suivre pour la désignation de fonctionnaires du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports en qualité de chef de district routier et autoroutier

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, notamment les articles 110, 111, 112, 113, 114 et 115;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné en date du 20 novembre 1997;

Vu le protocole n° 258 du 5 décembre 1997 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation intervenue au sein du Comité de secteur n° XVI;

Considérant que pour garantir le bon fonctionnement du service, la désignation des fonctionnaires du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports à la responsabilité de chef de district routier et autoroutier doit pouvoir intervenir à bref délai et qu'il s'impose dès lors de se doter des règles régissant cette procédure de désignation;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports et du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Procédure de désignation des chefs de district routier et autoroutier*

Article 1^{er}. Chaque district routier et autoroutier est placé sous la responsabilité d'un fonctionnaire désigné en qualité de chef de district selon les modalités fixées par le présent chapitre.

Art. 2. Lorsqu'un district routier ou autoroutier est définitivement privé de son titulaire, l'ingénieur en chef-directeur territorial concerné en informe le directeur général des Autoroutes et des Routes.

Dans les quinze jours ouvrables qui suivent celui de la note d'information visée à l'alinéa 1^{er}, le directeur général des Autoroutes et des Routes lance un appel aux candidatures auprès des fonctionnaires de la Direction générale qui sont titulaires d'un grade de rang A6 et qui occupent une fonction d'ingénieur industriel ou d'ingénieur industriel principal. Il acte du dépôt des candidatures.

La même procédure que celle visée aux alinéas 1^{er} et 2 ci-dessus peut être mise en œuvre à partir du sixième mois qui précède le départ à la retraite d'un chef de district.

Art. 3. § 1^{er}. Dans les dix jours ouvrables qui suivent la date de clôture de leur dépôt, le directeur général des Autoroutes et des Routes procède à l'examen des candidatures recevables; il établit le classement des candidats sur base des règles de priorité fondées sur l'ancienneté et communique au secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports le nom du candidat qu'il propose.

Le secrétaire général désigne le chef de district dans les huit jours ouvrables qui suivent la date de réception de la proposition.

§ 2. Lorsque la proposition transmise au secrétaire général s'écarte du classement établi sur base des règles de priorité fondées sur l'ancienneté, il la communique aux candidats et la soumet dans les huit jours de sa réception au Conseil de direction qui dispose d'un délai de vingt jours ouvrables pour se prononcer et faire part de son avis au Ministre ayant les Travaux publics dans ses attributions.

Les candidats peuvent être entendus à leur demande par le Conseil de direction.

§ 3. Le Ministre ayant les Travaux publics dans ses attributions dispose d'un délai de trente jours ouvrables prenant cours à la date à laquelle l'avis du Conseil de direction lui aura été communiqué pour désigner le chef de district.

Passé ce délai, le candidat proposé par le Conseil de direction est désigné par le secrétaire général.

Art. 4. § 1^{er}. Lorsqu'un district est temporairement privé de son titulaire ou pendant la durée nécessaire au déroulement de la procédure décrite à l'article 3, le directeur général des Autoroutes et des Routes désigne, sur proposition du directeur de la Direction territoriale, le fonctionnaire chargé d'assurer l'intérim pour une période maximale de six mois renouvelable une fois et venant à échéance au plus tard le jour où le titulaire l'occupe à nouveau ou le jour où un nouveau titulaire est désigné.

§ 2. Pour l'établissement de sa proposition, le directeur tient compte de l'ordre des priorités établi ci-après :

1° un ingénieur industriel de rang A6;

2° un fonctionnaire répondant aux fiches des qualifications et des capacités ci-après :

- premier gradué en construction;

- gradué principal en construction;

- gradué en construction;

3° un autre chef de district qui sera chargé de la gestion simultanée de son district et du district vacant.

Art. 5. Les communications écrites, en exécution du présent chapitre, sont effectuées par pli individuel avec accusé de réception, à l'exception des actes de candidature qui sont envoyés par pli recommandé à la poste.

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finales

Art. 6. A titre transitoire, les fonctionnaires du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports qui exercent effectivement la responsabilité de chef de district routier et autoroutier à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont confirmés dans leurs attributions.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre ayant les Travaux publics dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 22 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Économie,
du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 98 — 553

[C — 98/27122]

22. JANUAR 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Verfahrens für die Bezeichnung von Beamten des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen als Straßen- und Autobahnbezirksleiter

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87 § 3, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, insbesondere der Artikel 110 111 112 113 114 und 115;

Aufgrund des am 20. November 1997 gegebenen Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört;

Aufgrund des Protokolls Nr. 258 vom 5. Dezember 1997, in dem die Schlußfolgerungen der innerhalb des Sektorenausschusses Nr. XVI geleiteten Verhandlungen festgehalten sind;

In der Erwägung daß, um eine reibungslose Arbeitsweise des Dienstes zu gewährleisten, die Bezeichnung der Beamten des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen als Straßen- oder Autobahnbezirksleiter unverzüglich vorzunehmen ist und daß es deshalb erforderlich ist, die dieses Bezeichnungsverfahren bestimmenden Regeln festzulegen;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens und des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

KAPITEL I — Verfahren für die Bezeichnung der Straßen- oder Autobahnbezirksleiter

Artikel 1 - Jeder Straßen- und Autobahnbezirk untersteht einem Beamten, der nach den durch dieses Kapitel festgelegten Modalitäten als Bezirksleiter bezeichnet wird.

Art. 2 - Wenn ein Straßen- oder Autobahnbezirk endgültig keinen Amtsträger mehr hat, informiert der betroffene territoriale Chefingenieur-Direktor den Generaldirektor der Autobahnen und Straßen darüber.

Binnen fünfzehn Werktagen ab dem Datum der in § 1 erwähnten Bekanntmachung erläßt der Generaldirektor der Autobahnen und Straßen einen Aufruf an die Bewerber bei den Beamten der Generaldirektion, die Inhaber eines Dienstgrads des Rangs A6 sind und die die Tätigkeit von Industrieingenieur oder Hauptindustrieingenieur ausüben. Er legt die Hinterlegung der Bewerbungen schriftlich fest.

Das in vorstehenden Absätzen 1 und 2 erwähnte Verfahren kann ab dem sechsten Monat vor der Versetzung in den Ruhestand eines Bezirksleiters eingesetzt werden.

Art. 3 - § 1 Der Generaldirektor der Autobahnen und Straßen überprüft die zulässigen Bewerbungen binnen zehn Werktagen nach dem Abschlußdatum ihrer Einreichung. Er stellt die Klassierung der Bewerber auf der Grundlage der auf dem Dienstalter beruhenden Vorrangsregeln auf und teilt dem Generalsekretär des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen den Namen des von ihm vorgeschlagenen Bewerbers mit.

Der Generalsekretär bezeichnet den Bezirksleiter binnen acht Werktagen nach dem Eingang des Vorschlags.

§ 2 Wenn der dem Generalsekretär übermittelte Vorschlag von der Klassierung aufgrund der auf dem Dienstalter beruhenden Vorrangsregeln abweicht, teilt der Generalsekretär den Bewerbern diesen Vorschlag mit. Er legt ihn ebenfalls dem Direktionsrat vor, der über eine Frist von zwanzig Werktagen verfügt, um darüber zu entscheiden und dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören, seine Stellungnahme abzugeben.

Die Bewerber sind berechtigt, auf ihren Antrag hin vom Direktionsrat angehört zu werden.

§ 3 Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören, verfügt über eine Frist von dreißig Werktagen ab dem Datum, an dem die Stellungnahme des Direktionsrats ihm mitgeteilt wurde, um den Bezirksleiter zu bezeichnen.

Nach Ablauf dieser Frist wird der vom Direktionsrat vorgeschlagene Bewerber durch den Generalsekretär bezeichnet.

Art. 4 - § 1. Wenn ein Bezirk seinen Amtsträger vorläufig nicht mehr hat oder während der für den Verlauf des in Artikel 3 beschriebenen Verfahrens notwendigen Dauer, bezeichnet der Generaldirektor der Autobahnen und Straßen auf Vorschlag des Direktors der territorialen Direktion den Beamten, der die Vertretung übernimmt, und zwar für eine Höchstdauer von sechs Monaten, die einmal erneuert werden kann und die spätestens am Tage, an dem der Amtsträger sein Amt wieder bekleidet, oder am Tage, an dem ein neuer Amtsträger bezeichnet wird, abläuft.

§ 2. Um seinen Vorschlag aufzustellen, berücksichtigt der Direktor die nachstehende Vorrangsstufenfolge:

1° ein Industrieingenieur des Rangs A6;

2° ein Beamter, der der nachstehenden Qualifikations- und Befähigungsbeschreibung genügt:

— erster Gradierter im Bauwesen;

— Hauptgradierter im Bauwesen;

— Gradierter im Bauwesen;

3° ein anderer Bezirksleiter, der mit der gleichzeitigen Leitung seines Bezirks und des frei gewordenen Bezirks beauftragt wird.

Art. 5 - Die schriftlichen Mitteilungen in Ausführung dieses Kapitels werden durch individuellen Brief mit Empfangsbestätigung erledigt, mit Ausnahme der Bewerbungen, die per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief geschickt werden.

KAPITEL II — Übergangs- und Schlußbestimmungen

Art. 6 - Die Beamten des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses die Verantwortung von Straßen- und Autobahnbezirksleiter übernommen haben, werden übergangsweise in ihren Zuständigkeiten bestätigt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Öffentlichen Arbeiten gehören, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Januar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

—
VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 98 — 553

[C - 98/27122]

22 JANUARI 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de procedure voor de aanwijzing van ambtenaren van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer als wegen- en autosnelwegendistrictschef

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 87, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, inzonderheid op de artikelen 110, 111, 112, 113, 114 en 115;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 november 1997;

Gelet op het protocol nr. 258 van 5 december 1997, waarin de conclusies van de onderhandelingen binnen het Sectorcomité nr. XVI zijn opgenomen;

Overwegende dat het geboden is zo spoedig mogelijk ambtenaren van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer als wegen- en autosnelwegendistrictschef aan te wijzen om de goede werking van de dienst te verzekeren en dat derhalve moet worden voorzien in de nodige regels voor de aanwijzingsprocedure;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer en van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Aanwijzingsprocedure voor de wegen- en autosnelwegendistrictschefs*

Artikel 1. Elk wegen- en autosnelwegendistrict staat onder het toezicht van een ambtenaar die als districtschef aangewezen is overeenkomstig de in dit hoofdstuk vastgestelde voorschriften.

Art. 2. Als een wegen- of autosnelwegendistrict zijn titularis definitief verliest, brengt de betrokken territoriale Hoofdingenieur-Directeur de Directeur-generaal van Autosnelwegen en Wegen op de hoogte daarvan.

Binnen vijftien werkdagen na de kennisgeving bedoeld in § 1, richt de Directeur-generaal van Autosnelwegen en Wegen een oproep tot de kandidaten onder de ambtenaren van de Algemene Directie die titularis zijn van een graad van rang A6 en die een ambt van industrieel ingenieur of eerstaanwendend industrieel ingenieur bekleden. Hij neemt akte van de ingediende kandidaturen.

Dezelfde procedure als die bedoeld in het eerste en tweede lid hierboven kan toegepast worden vanaf de zesde maand voorafgaand aan de pensionering van een districtschef.

Art. 3. § 1. Binnen tien werkdagen na de sluitingsdatum voor de indiening van de kandidaturen, gaat de Directeur-generaal van Autosnelwegen en Wegen na of ze ontvankelijk zijn; hij rangschikt de kandidaten volgens de op de anciënniteit gegronde voorrangsregels en deelt de Secretaris-generaal van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer de naam mee van de kandidaat die hij voordraagt.

De Secretaris-generaal wijst de districtschef aan binnen acht werkdagen na de datum van ontvangst van de voorgedragen kandidatuur.

§ 2. Als de naar de Secretaris-generaal verzonden voordracht afwijkt van de rangschikking die is opgemaakt volgens de op de anciënniteit gegronde voorrangsregels, wordt ze aan de kandidaten betekend en binnen acht dagen na ontvangst ervan onderworpen aan de Directieraad die over een termijn van twintig werkdagen beschikt om zich uit te spreken en om advies te geven aan de Minister tot wiens bevoegdheden de Openbare Werken behoren.

De kandidaten kunnen op eigen verzoek door de Directieraad gehoord worden.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheden de Openbare Werken behoren, beschikt over een termijn van dertig werkdagen vanaf de datum waarop het advies van de Directieraad hem wordt meegedeeld, om de districtschef aan te wijzen.

Na afloop van die termijn wordt de door de Directieraad voorgedragen kandidaat aangewezen door de Secretaris-generaal.

Art. 4. § 1. Als een district zijn titularis tijdelijk verliest of hem verliest tijdens het verloop van de in artikel 3 omschreven procedure, wijst de Directeur-generaal van Autosnelwegen en Wegen, op de voordracht van de Directeur van de Territoriale Directie, een ambtenaar aan om het interim waar te nemen gedurende een periode van maximum zes maanden die één keer hernieuwbaar is en die uiterlijk de dag afloopt waarop de titularis het ambt opnieuw bekleedt of de dag waarop een nieuwe titularis aangewezen wordt.

§ 2. De Directeur doet zijn voorstel in de volgende voorrangsvolgorde :

1° een industrieel ingenieur van rang A6;

2° een ambtenaar met de volgende kwalificaties en capaciteiten :

— eerste gegradueerde in de bouw;

— eerstaanwendend gegradueerde in de bouw;

— gegradueerde in de bouw;

3° een andere districtschef die gelijktijdig belast is met het beheer van zijn eigen district en van het vacante district.

Art. 5. Schriftelijke mededelingen moeten, overeenkomstig de voorschriften van dit hoofdstuk, bij individuele brief met bericht van ontvangst verzonden worden, met uitzondering van de sollicitaties die bij ter post aangetekende brief toe te sturen zijn.

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 6. Bij wijze van overgangsmaatregel worden de ambtenaren van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer die het ambt van wegen- en autosnelwegendistrictschef daadwerkelijk bekleden op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, in hun bevoegdheden bevestigd.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheden de Openbare Werken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN